

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 230
VENDREDI 26 MAI 1950
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

JULIANA
ou le premier
fromage
de Hollande

Les communistes ne redoutent que les anarchistes

RESPONDANT à une enquête de « Combat » sur le problème « Les intellectuels et les communistes », Jean Paulhan qui connaît bien ces derniers pour s'être autrefois et comme beaucoup d'autres, laissé prendre à leurs grimaces, déclarait :

« — Vous savez, seuls les aventuriers sont chéris par les hommes du parti communiste, ils ne se méfient pas d'eux. »

Certes, ils admettent aussi ceux qui prennent au sérieux le communisme, mais au fond ils ne redoutent que les anarchistes. »

Si la première phrase est particulièrement sévère pour les Farge, Cot et autres, la seconde est d'une évidence que tous les faits démontrent et que nous ne nous étonnons pas de retrouver sur les lèvres d'un homme à l'intelligence aussi pénétrante que celle de Paulhan.

Cette peur du mouvement anarchiste se constate à travers tous les événements importants qui ont mis aux prises les travailleurs et les forces de régression au cours de ces cinquante dernières années.

Et cela se conçoit aisément. Dans son intégrité, dans sa pureté, notre communisme libertaire se dresse telle la statue du commandeur, au-dessus des compromissions du stalinisme. Il est là, non seulement en concurrent prêt à recueillir les restes de l'héritage socialiste du siècle dernier, dilapidé par eux, mais encore la preuve de leur mauvaise conscience.

Et c'est ce qui explique qu'avant même le concurrent bourgeois avec lequel il arrive à des arrangements momentanés, l'anarchiste est pour le stalinien l'homme à abattre.

Duclos, déclarait un jour de crise gouvernementale, alors que les ouvriers de chez Renault désertent le travail venant d'ébranler la prédominance du parti communiste dans la région parisienne :

« — Nous ne nous laisserions jamais tourner sur notre gauche. »
Là en effet gît l'angoisse qui étirent le stalinien lorsque le mouvement anarchiste se développe, car celui-ci peut seul et par son exemple, reclasser les valeurs.

La présence sur sa gauche d'un fort mouvement libertaire donne au communisme son vrai visage qui, en se reflétant à travers nos doctrines apparaît alors comme un parti socialiste réformiste à travers son révolutionnarisme de clan, intellectuellement conservateur, politiquement autoritaire, et humainement monstrueux.

Les staliniens savent bien que seuls, valablement, les anarchistes peuvent les tourner sur leur gauche; toutes les autres formations qui s'y sont essayé leur ont toujours paru moins dangereuses, car ces autres formations organisées également en parti ayant les mêmes tares qu'eux, donnaient prise à la critique et par conséquent étaient une proie sur laquelle leur appareil de calomnie et de dénigrement pouvait mordre.

Et c'est ce qui explique l'attitude des staliniens en France. Alors que nous les avons vu rompre des lances avec des groupuscules sans réelle consistance, ils ont constamment observé à notre égard la conspiration du silence. Et quels que soient les coups que nous avons pu leur porter, ils se sont bien gardés de porter à la connaissance de leurs lecteurs des faits qui même déformés, pouvaient attirer l'attention sur notre activité.

Même absence, à part de rares exceptions, à nos réunions toutes publiques et contradictoires.

(Suite page 2, col. 5.)

UN EXEMPLE A SUIVRE :

A Aimargues, les travailleurs font plier le patronat

Malgré la répression féroce
des C.R.S., l'unité d'action assurera
le triomphe du mouvement

Ces conditions, les riches propriétaires les trouvent exorbitantes et il y a parmi eux des industriels, des bijoutiers et des médecins. Que ne peuvent-ils leur imposer la vie pénible du travail agricole avec les conditions qu'ils fixent.

Organisation du Ravitaillement
Les grévistes d'Aimargues ont organisé une cantine. Des femmes s'affairaient autour de grands chaudrons où la nourriture la plus soignée est préparée : bouillabaisse, petits pois au lard, etc.

Nous avons là une application précise de l'organisation ouvrière en période de lutte.

Il est remarquable, cet esprit de solidarité, d'entente, de cohésion ! Les enfants jusqu'à 3 ans reçoivent un litre de lait par jour.

Les plus grands, ont à part le repas familial tous les jours un bon goûter : gâteaux, chocolats, saucisson, cerises.

De 5 heures du matin à 10 heures du soir, cuisiniers et cuisinières travaillent pour servir 500 repas et d'avantage, par jour.

La bagarre

Par crainte des travailleurs, les gros propriétaires ont fait appel aux gardes mobiles.

40 de ceux-ci gardent la propriété d'une certaine demoiselle Hugo, petite-fille de l'écrivain qui mène une vie dissipée et s'est fait remarquer par son intransigeance pour régler le conflit.

300 travailleurs, décidés, se sont rendus sur la route, face à l'exploitation.

UNE fois de plus, les travailleurs agricoles d'Aimargues rencontrent l'âpre cupidité des gros propriétaires qui font obstacle au droit à la vie.

La grève dure depuis 14 jours et l'organisation de la classe ouvrière en lutte trouve ici son application.

Que demandent ces travailleurs ? Des augmentations pourtant ultra-légitimes qui ne feraient pas grand mal au magot des multimillionnaires du lieu :

Salaire horaire à 100 francs + 14 litres de vin par semaine.

Prime de 3.000 francs du 1^{er} janvier au 1^{er} mai.

Garantie de l'emploi pendant la durée du contrat.

Un hélicoptère poudreur vient se ravitailler toutes les cinq minutes sous la protection policière.

De la poudre aux yeux, disent les travailleurs, de la provocation.

Les cryptogames se moquent de ce nuage vert lancé au-dessus des vignes. Sur la route deux gardes mobiles à motocyclette font la navette entre leur P.C. et la population, se tenant prudemment à distance d'elle.

La volonté anime les visages de ces travailleurs rudes, brûlés par le soleil. Comme ils sont magnifiques avec

leurs bleus et leurs bras nus, conscients du moment dramatique.

Perrier, Jourdan et d'autres, tenaces et courageux se portent vers l'exploitation. Et c'est une légère escarmouche. Ils sont arrêtés, puis relâchés.

Les mobiles ont des armes automatiques. Les travailleurs se rendent compte du dévouement que pourrait prendre un engagement.

Ils se retirent mais à l'unanimité décident la grève générale pour l'après-midi.

Et cette décision est portée à la connaissance de la population qui dans l'après-midi se rend sur les lieux de l'action.

L'école ferme, les boutiques ferment, les cafés ferment.

350 personnes se portent au Mas du grand Malherbe, enfants et femmes en tête, ce qui prouve l'intention pacifique de la manifestation.

Le cortège s'engagea sur le chemin vicinal qui longe la propriété lorsque dix mobiles mousquetaux à la main, chargés les femmes et les enfants avec leur férocité traditionnelle. Les femmes se défendent avec courage, les hommes interviennent. Les mobiles frappent à coups de crosse, envoient des grenades lacrymogènes.

Quoique le commissaire spécial le dément des coups de feu auraient été tirés.

Pour éviter l'effusion de sang les travailleurs se retirèrent. Il y eut plusieurs blessés dont Jourdan de la C.N.T. atteint d'un coup de crosse en pleine poitrine. Le médecin mandé

DU M. R. P. AU PALAIS-BOURBON

LES motions, les vœux, les discours du congrès M.R.P. illustrent assez bien la situation française du moment. Marqué au coin de l'impuissance provoquée par des forces contradictoires d'ordre politique et économique, ce parti, promu aux redoutables honneurs ministériels, est maintenant voué à faire siennes les préoccupations gouvernementales. C'est dire que tous ses beaux projets, sa raison d'être, s'effacent au profit des tractations des couloirs du Palais-Bourbon. Les milliers d'adhérents qui, dès la « Li-

bération », étaient accourus et avaient assuré le triomphe d'une nouvelle formation politique au détriment du radicalisme usé et corrompu, peuvent aujourd'hui mesurer le chemin parcouru entre leur élan premier et les résultats atteints, si toutefois il est possible de parler de résultats !

Il faut croire que les mirages conservent tous leurs attraits puisqu'un nombre imposant d'électeurs ont quitté le M.R.P. — feu de paille électorale — pour tomber dans l'autre attrape-nigauds : le

(Suite page 2, col. 1.)

L'APPEL DE STOCKHOLM

La bombe, le Parti, l'Etat

DE même qu'il n'est pas indispensable de se référer à l'existence de camps de concentration en U.R.S.S. pour condamner le régime soviétique, la connaissance de la structure politique, économique et sociale du pays étant plus que démonstrative à cet égard. De même suffit-il de considérer l'appel de Stockholm en lui-même, faisant abstraction de son origine, pour en comprendre la portée :

Que le second point du programme présenté par Maurice Thorez au XII^e Congrès du P.C.F. (Gennevilliers, 2 avril 1950) reproduit cet appel, que la dernière session du Bureau Politique du même parti (19 mai, Ivry) appelle tous les militants à renforcer la propagande autour de cet appel et enfin que les dirigeants de la C.G.T. aient adopté une position identique, n'ajoute rien à nos yeux, à la signification de la campagne d'agitation entreprise.

C'est pourquoi nous ne nous associons pas aux argumentations des réactionnaires de droite. Affirmer de plus, que la bombe ne servira pas, alors qu'elle a déjà été utilisée avec succès, ne saurait nous suffire. Réciproquement, nous dire que les gaz ont été interdits grâce à l'action du peuple, alors que des millions et des millions de Juifs ont été gazés dans les geôles hitlériennes reste sinistre démagogie. Mais, par contre, il ne paraît pas non plus suffisant d'expliquer qu'il ne sert à rien d'interdire la bombe sans supprimer tous les armements pour éviter la guerre, ni que déclarer criminels de guerre ceux qui lanceraient la première bombe, ne ressusciteraient pas les

(Suite page 2, col. 3.)

VETIR CEUX QUI SONT NUS... AU NOM DE LA CENSURE CHRÉTIENNE exige M. Teitgen

Déjà la radio a subi le zèle moralisateur de M. Teitgen et les émissions à l'heure bénite succèdent aux laïus des enroulements et des curaçons laïcs porteurs de pourquoi, seigneur ? — de pantalons d'homme entier.

Ce n'était pas suffisant. M. Teitgen veut sanctifier, à présent, le cinéma.

La Commission de censure comptera donc désormais une majorité de demeurés de la race de ceux qui condamneront Rabelais, Flaubert, Baudelaire, Marguerite, de la race de ceux qui peigneront de chastes vœux aux angelots « indécents » qui peuplaient le ciel des églises, de ceux qui récemment posèrent des feuilles de vigne aux statues italiennes ou encore épurèrent le dernier ouvrage Miller.

N'espérons pas que le ridicule dont se couvrent leurs prédécesseurs à travers plusieurs générations, modérera le zèle purificateur de ces éunuques intellectuels. Cette sorte de gens avale le ridicule avec un aboulisme masochiste, elle le rumine, le digère, le couve, et il en sort un beau petit décret tout neuf qui jettera un voile pudique sur un coin qui jettera un voile pudique sur un coin qui jettera un voile pudique sur un coin.

Après quoi, infatigables, ces chevaliers du caleçon long seront prêts à essayer toutes les injures qu'une nouvelle génération d'êtres sans foi ni loi leur prodiguera avec la même générosité et la même indignation que leurs aînés, et à pondre une nouvelle loi aux airs innocents qui nous supprimera

encore un peu de cette liberté dont ces messieurs gravent le nom, sans la moindre pudeur, sur tous leurs édifices.

Rien ne les rebute, rien n'ébranle leurs convictions : ils servent un idéal, défendent une morale ou un dieu qui ont fait leurs preuves, et ils restent fidèles à ceux qui jadis, de génération en génération, servaient ce même dieu et défendaient cette même morale; ils restent fidèles à leurs grands ancêtres, ces inquisiteurs qui firent des feux de joie de l'œuvre de Copernic et condamneront au nom des bons principes la terre à ne pas tourner.

Mais l'époque des autodafés est révolue. Les zéloteurs du goupillon sont de leur temps, comme dirait leur grand homme Joseph Prudhomme, membre de la Ligue pour la moralité et les bonnes mœurs.

Aussi ne brûle-t-on plus les mauvais ouvrages sur la place publique. A présent, on les empêche de paraître. C'est tellement plus simple.

On n'abjure plus, à genoux, devant un tribunal d'encagoulés sadiques, on passe en correctionnelle.

C'est moins spectaculaire, mais aussi efficace et puis, il faut bien faire des concessions à son époque.

Une époque pas tellement mauvaise au fond, puisque même chez les principaux intéressés, l'inquisition — pardon la censure — trouve d'énergiques défenseurs.

(Suite page 2, col. 5.)

TOUS A WAGRAM

VENDREDI 26 MAI 1950, à 20 h. 30, Avenue de Wagram, métro Ternes ou Etoile

Organisons la lutte des travailleurs dans les usines

avec

FONTAINE — LAVOREL — JOE LANEN — ARRU — ZINO — JOYEUX

sous la présidence de JACQUELIN

LES RÉFLEXES DU PASSANT

L'ÉCONOMISTE



Ce qui caractérise l'économiste est sa distinction. Qu'il soit jeune ou vieux, célèbre ou inconnu, conseiller d'Etat ou rédacteur de quotidien, il est forcément distingué. Et pour l'excuse, la raison que ses écrits, ses discours sont toujours inaccessibles à la compréhension du vulgaire. Son vocabulaire est inspiré par un érotisme rationnel, si l'on ose dire, par exemple, les oranges sont des agrumes, l'argent, la circulation fiduciaire; le marasme des affaires, une dépression déflationniste; la prospérité, une dangereuse tendance au cycle inflationniste; l'escroquerie monétaire, une heureuse opération de dévaluation destinée à rétablir la parité entre les devises fortes et les devises faibles.

Tout cela, on le voit, est fort savant. Et j'éprouve une remarquable tranquillité stomacale lorsque j'apprends que l'économiste daigne se pencher sur l'ard du problème que pose mon appétit fluctuant, capricieux, instable. Il veut, en effet, dégager des lois constantes concernant la mastication, la digestion et la tendance gastronomique propre à chacun. Et le plus éblouissant, c'est qu'il y arrive ! Ainsi ai-je appris qu'il me faut des calories en nombre strictement déterminé, et des vitamines qui, associées dans un catholisme dénommé minimum vital, se transforment en calories-travail elles-mêmes transmises en compte en banque. (pas le mien).

L'ennui, c'est que j'ignore ce que l'on entend par calories et vitamines.

bien que je sois hautement flatté que des termes aussi scientifiques ne s'emploient qu'en faveur des petits, et jamais des gros. Ce qui prouve bien tout l'intérêt que nous témoigne l'économiste. Il méprise d'ailleurs les parvenus, les banquiers, les B.O.F. ; il les abandonne sans pitié à un empirisme extrêmement préjudiciable à la santé de leur estomac perpétuellement surchargé de foie gras, de baba au rhum et autres nourritures congestionnantes.

L'économiste (distingué) est en quelque sorte le père nourricier du peuple. Mais il doit tenir la balance égale entre les besoins et les possibilités. Or, pour lui, la plus grande catastrophe qui puisse éclater est le rétrécissement des besoins et l'augmentation des possibilités. Ainsi, s'il y a trop de blé ou trop de beurre, l'économiste s'arrache les cheveux. Si vous lui dites : faites-en cadeau aux Chinois, par exemple, ou même à nous, il s'écriera, admirable de clarté :

— La conjoncture financière s'y oppose. En outre, l'aspect satisfaisant de l'assiette fiscale et l'épongeage concomitant et permanent de la masse circulaire enflée par injection inflationniste est en bonne voie de résorption. D'autre part, nous ne sommes pas encore au plancher, et nous risquerions de crever le plafond.

Avant dit, il retrouve sa règle à calcul et pose en équation les nouvelles tendances alimentaires nées d'une situation imprévue, afin de nous prouver par A + B et X — Y² que le terrassier vit confortablement avec 17.000 francs par mois, et que, par conséquent, un général doit avoir un traitement de deux millions. Car l'économiste doit, avant tout, savoir distinguer entre une duchesse et une cousette, entre lui-même et un mineur. Les duchesses, les généraux, les économistes sont bien plus utiles que les mineurs, les cousettes et les terrassiers. L'économiste distingué nous le prouve chaque jour.

En accordant du foie gras aux premiers et des calories aux seconds.

OLIVE.

Du M. R. P. au Palais-Bourbon

(Suite de la première page)

R.P.F. Peut-être y a-t-il eu chez ceux-là une « évolution » psychologique dont l'apogée se formule dans la phrase que prononcent les ignorants, les imbéciles et les bons Français : « Il nous faut de l'ordre. Il nous faut un gouvernement fort. Il nous faut un homme à poigne ». Et de voter gaulliste.

Dominié par la crainte de se diluer au cours de la prochaine consultation électorale où il devra se mesurer avec le R.P.F. surtout, le M.R.P. est forcément attiré par les partis de la coalition gouvernementale actuelle : les radicaux et la S.F.I.O. Il doit donner également des gages à la droite de M. Reynaud.

Et son aile gauche, minoritaire, avec Bouxom comme leader, n'a pu rien obtenir, tout étant subordonné, surtout à l'approche des congrès radical et S.F.I.O. au maintien d'une position chère-choux laissant la porte grande ouverte à toutes les alliances, à tous les abandons, à toutes les compromissions.

Il n'y a d'ailleurs qu'à lire les motions de son congrès pour être fixé quant à la virilité de ce parti « de la révolution dans le respect des lois » (?) (Schuman dit-il). M. Barangé ayant affirmé qu'il faut « démocratiser la production » (on demande une explication !), que « le malaise économique et social est certain » et que le M.R.P. doit définir sa politique afin de promouvoir « la stabilité et la justice », il a été décidé que :

« La productivité ne soit pas basée sur l'exploitation du travail... qu'il faut définir et garantir un minimum vital réel... »

« maintenir la politique de garantie et de soutien des prix agricoles... »

Bien entendu, on s'est gâté de parler de l'Indochine, des 420 mil-

liards du budget de la guerre, de la collusion du gouvernement et du patronat lors des récentes grèves. Il est vrai que le M.R.P. est un parti d'inspiration chrétienne. Tout s'explique !

Pourtant le plat de résistance a été relativement plus copieux. C'était le problème de l'école libre. Et là le M.R.P. ne semble pas avoir failli à l'essentiel de sa mission bien qu'il se soit entouré d'un certain nombre de garanties oratoires et réactionsnelles afin de ne pas trop effaroucher la S.F.I.O., afin encore une fois de rendre la tâche possible à M. Bidault. Ainsi en a-t-il été également de la question électorale. Bien que le scrutin à deux tours ait été rejeté, le congrès considère que toute réforme électorale ne « pourrait être que le complément et non pas la condition préalable d'un programme d'action... (sic) ». Là encore porte ouverte : il suffirait d'établir un « programme d'action » pour que le M.R.P. consente à engager la discussion.

A Nantes on a brassé du vide. Comme ailleurs. Comme au Palais-Bourbon. M. Schuman nous informe que l'essentiel pour son parti n'est pas de s'asseoir au bord de la route, mais c'est surtout de ne pas changer de route. Hélas ! il y a erreur. Le M.R.P., ainsi que les autres partis, sont dans un cul-de-sac, ils s'y installent tant bien que mal, et non sur une route. Tout le démontre.

Aucun homme politique, aucun économiste « distingué » ou non, ne propose rien de concret. Mais tous se répandent en vœux, mais tous nous désignent le but à atteindre sans jamais nous tracer le chemin qui mène à ce but.

Et la lutte qui opposera les partis aux élections législatives se fera à

BRIGADES DE JEUNES EN YUGOSLAVIE et contre-attaques stalinienne

QUELQUES anciens des Brigades de Travail en Yougoslavie de 1946-1947 — époque où la « démocratie populaire » était intégrée dans le glacié soviétique — se sont regroupés avec de jeunes trotskystes et des ajistes du M.L.A.J. pour former un Comité National d'Initiative pour l'envoi de brigades de jeunes en Yougoslavie. Ce comité, répondant à l'invitation des J.P.Y. (1), a pour but de faire visiter aux jeunes travailleurs français le pays que gouverne Tito, afin que ceux-ci se rendent compte par eux-mêmes de la grossièreté des calomnies du Kominform et de ses agents du P.C.F.

Le principe en lui-même est sain et il peut être justifié par le désir du prolétariat mondial de connaître ce qui se passe en Europe orientale. Une telle initiative, étendue aux Démocraties populaires et à l'U.R.S.S., rencontrerait un écho favorable dans les milieux ouvriers. Lorsque Hitler Mussolini étaient au pouvoir, les travailleurs momentanément épargnés réclamaient une « commission d'enquête ouvrière ». Aussi, l'appel que lançait il y a quelques mois David Rousset peut trouver dans ce domaine un terrain d'application pratique.

Il n'est pas inutile d'ajouter que nous ne nous faisons pas trop d'illusions sur l'efficacité de telles brigades (trois semaines est un temps relativement court d'une part, et la plupart des « brigadiers » ne parlant pas la langue locale, seront à la merci d'interprètes que l'on peut choisir à l'avance parmi les « fidèles »). Mais toutefois, les jeunes participants en tireront quel-

que chose. Et par l'étude des conditions de vie, l'observation des faits et les discussions avec les indigènes, ils pourront répondre à cette question : la Yougoslavie est-elle fasciste ou socialiste ? ou ni l'une ni l'autre ? Ce qui n'est pas exclu. Il est trop facile de schématiser le problème et s'enfermer dans ce dilemme : la société titiste est-elle fasciste ou socialiste ? Car tout en n'étant ni l'une ni l'autre elle peut évoluer vers l'une ou l'autre des deux formes d'Etat.

En tout cas, mieux que n'importe quelle brochure inspirée, la visite des lieux édifiera les observateurs avertis.

*

Le fait que Tito n'ait pas voulu se soumettre aux ukases du Kominform justifie le déchaînement furieux des stalinistes français contre le Comité des Brigades. Non pas que les dirigeants du P.C.F. craignent que les travailleurs découvrent en Yougoslavie les prémices de la société socialiste, mais parce que leurs accusations pourraient être démenties par l'apparence des faits.

Aussi les jeunes qui s'organisent sur la base de la localité ou de l'entreprise (2) doivent-ils livrer une lutte sévère contre les calomnies et même les attaques directes des militants du P.C.F. auxquels des dirigeants sans scrupules font exécuter un travail de fascistes. Car selon les grands stratèges la discussion est devenue superflue. Il faut combattre. Georges Cogniot, du Comité central, déclarait récemment : « Il faut aider en particulier les organisations démocratiques de jeunes et les anciens brigadiers 46-47 à dénoncer le caractère de tels voyages et à les rendre impossibles en veillant surtout sur l'activité de l'ennemi ». Par ailleurs Léon Mauvais, lui aussi membre du comité central, écrit dans les *Cahiers du Communisme* (n° 5 de mai) : « L'Ambassade et les consulats de Tito dépensent des sommes énormes — les dollars de la trahison — pour envoyer un matériel abondant dans les syndicats, bourses du travail, organisations de la jeunesse, à ceux qui sont allés antérieurement en Yougoslavie. Si quatre ou cinq adhérents du parti seulement — fort justement chassés de nos rangs — ont participé aux voyages qu'ils organisent, cela ne signifie pas que nous devons négocier pour autant cet aspect de l'activité de l'ambassade titiste et de ses agents ; activité qui va reprendre de plus belle dans les semaines qui viennent ». Et Mauvais conclut sur la nécessité de combattre Tito et sa clique. Le ton a été donné par le maître du Kremlin et repris par son sous-fifre à Genevieve. Il ne reste plus qu'à s'exécuter. La consigne est impérative, il faut passer à l'action. Et déjà toute la presse dirigée — crypto y compris — consacre à ce sujet des articles véhéments où l'injure et la mauvaise foi servent d'arguments. L'Avant-Garde de l'U. J. R. F. dément effrontément contre toute vérité que certains de ses membres aient adhéré (3). Dans la page des jeunes du *Peuple* (10 et 17 mai 1950), Paul Cuau, un ancien des brigades dont on aimerait bien vérifier la sincérité spontanée, déclare : « N'allez pas chez Tito... Brigades de travail ? non ! Caution pour le fascisme et pour renforcer le régime des provocateurs à la guerre antisoviétique » (argumentation originale, n'est-ce pas ?). Et enfin Edouard Storace, dans *La Vie Ouvrière* (18-24 mai 1950) apprend à ses lecteurs que « les agents titistes cherchent à détourner la jeunesse » (détourner de qui ? du P.C.F. ?). Et il explique que « dans une réunion en faveur de l'interdiction de la bombe d'épouvante, un espèce de provocateur (ô richesse du vocabulaire stalinien) dénommé Pourveau tenta une manœuvre de noyautage... (pour prendre les postes dirigeants que non !)... pour proposer un fameux voyage de trois semaines de vacances en Yougoslavie pour 5.000 francs. Ce jeune enrôlé, dans sa naïveté, dévoila le plan d'organisation de ce réseau que l'on peut trouver au siège du comité. Et l'on apprit ainsi comment, par groupes

coup de promesses, à coup de programmes, à coup de guele. En attendant il s'agit de maintenir la barque à flot grâce à « l'Union de tous les républicains » groupes autour de M. Bidault et du M.R.P., nouvelle machine à additionner les zéros.

E. A.

L'APPEL DE STOCKHOLM

(Suite de la première page)

victimes pour autant. L'approche révolutionnaire seule est à même de situer constructivement la question.

Si même il est, en effet, admissible que recueillir des signatures est un moyen accessoire d'une campagne d'agitation, il est une chose que nous autres, anarchistes, ne saurions que combattre : c'est le fait de renforcer chez les prolétaires la confiance en l'Etat. Demander un pacte international entre les Etats c'est accréder la notion que l'Etat peut vouloir et réaliser une paix durable. C'est faire croire que la sécurité du monde repose entre les mains des hommes d'Etat et qu'il suffit de les convaincre ou de les effrayer pour avoir la paix. C'est encourager la méconnaissance des conditions économiques et sociales des conflits. C'est enfin, détourner des millions de prolétaires, de gens de bonne volonté de la seule voie susceptible de supprimer la guerre, celle de l'action révolutionnaire pour le renversement du système capitaliste et pour l'édification d'une société réellement saine.

Ce genre de pacifisme contre-révolutionnaire et petit bourgeois n'a jamais retardé la guerre d'une seule minute, n'a jamais servi qu'à renforcer la sécurité des réels fauteurs de guerre, le Capital et l'Etat. N'est-ce pas aux ministres de la guerre qu'il s'agit de contrôler rigoureux ? Mais avec plaisir ! répondront-ils peut-être, satisfaits de pouvoir préparer la guerre dans le calme pacifique d'une réglementation superficielle dont le seul avantage serait de bercer l'humanité enfin rassurée, par une habile mystification.

Ce pacifisme légal contribue en fait à désarmer le prolétariat conscient, à lui enlever la force de sa conscience d'être hors la loi bourgeoise, de construire pierre par pierre le monde de la liberté. Une fois de plus le parti stalinien vient de trahir la révolution. C'est là son véritable crime.

Qui pourrait nier l'efficacité des moyens à la disposition des prolétaires qui peuvent seuls changer le rapport des forces ? L'action directe du peuple est seule susceptible de vaincre. La Paix ? C'est le docker sur les quais, le mineur dans sa mine, le métallier dans son usine, le maçon sur son chantier, l'instituteur dans son école, le cheminot sur sa locomotive, le paysan dans son champ, l'employé dans son bureau qui l'imposent lorsqu'ils auront compris qu'il faut s'unir, s'organiser et passer à l'action contre l'ennemi commun : la bombe, le parti, le capital, l'Eglise et l'Etat qui forment le Front Uni de la réaction internationale.

C'est de toutes leurs forces que les anarchistes œuvrent à hâter ce moment qui se nomme « Révolution ».

N. B. — Nous sommes convaincus pour notre part que la campagne des Partisans de Moscou n'est qu'une étape du plan stalinien pour arracher au bolchevisme la victoire dans la prochaine guerre. Nous dénonçons en leur temps les phases suivantes du « Programme ».

Charles DEVANÇON.

de deux, des membres des Eclaireurs de France, conseillés par les policiers titistes, essayaient de détourner leurs camarades de la lutte (?). On apprit également comment des membres des Auberges de la Jeunesse, tels Grousset, Largeau et Boissier, sous les ordres de l'officine titiste, tentaient eux aussi d'introduire la division dans la jeunesse en la dotant avec des formules d'idéologie fasciste. Ainsi le traître Tito envoie en France ses agents pour renforcer la V^e colonne yankee. Une telle objectivité est édifante quand au respect de la démocratie, de la vérité par la C.G.T. Et nous donne un aperçu de la servilité des dirigeants de cette centrale.

*

De deux choses l'une. Ou bien Tito est un fasciste et la meilleure façon de s'en convaincre est d'aller lui rendre visite. Les jeunes, à leur retour, pourront dire ce qu'ils ont vu et le condamner. Ou bien alors les accusations lancées contre lui

sont fausses et le fascisme pourrait bien être du côté de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires, dont le rideau de fer en interdit l'accès. Dans les deux cas, les jeunes travailleurs n'ont rien à perdre en allant en Yougoslavie, ne serait-ce que pour affirmer leur solidarité avec la jeunesse yougoslave qu'il ne faut pas confondre avec les dirigeants de ce pays.

(1) Jeunesses Populaires Yougoslaves.

(2) Les brigades fonctionnent selon des critères démocratiques, décentralisés. Cela aussi ne plaît pas aux stalinistes. Car les jeunes ont un élément de comparaison.

(3) Chez Renault, un jeune de l'U.J.R.F. s'est inscrit ; son « responsable » est venu le trouver et lui a déclaré que s'il persistait à aller « là-bas », il passerait sa photo dans *L'Avant-Garde* en le dénonçant comme traître. Ainsi toute la France saurait à quoi s'en tenir à son sujet.

Joe LANEN.

Censure chrétienne

(Suite de la première page)

Ne voyons-nous pas, dans un grand quotidien parisien, des personnalités du cinéma, des metteurs en scène s'exclamer : « qu'arriverait-il s'il n'y avait pas de censure ? » On se le demande ! Les pantalonades d'un Rellis risqueraient de compromettre gravement le goût délicat d'un public que la sollicitude vigilante des pouvoirs publics aurait abandonné.

Car, n'est-ce pas, un des buts de notre censure actuelle est de veiller à la haute tenue artistique des films. Et, Dieu merci, chacun sait qu'elle n'a pas failli à cette noble tâche.

Où bien des bandes aussi séduisantes que « Pas de vacances pour le bon Dieu » passeraient librement devant tous.

Pour personne ne pourrait condamner ce petit chef-d'œuvre que la Commission de censure vient d'interdire aux moins de seize ans. Pensez donc, des enfants qui volent des chiens de luxe dans les quartiers riches pour soulager la misère des pauvres gens ! Quel exemple déplorable ! Quelle immoralité !

Où, une bonne époque pour les Teignes et leurs complices, les bigots, les ragots, les écrivains de tous poils. Une bonne époque pour les cafards, les hypocrites, les constipés chroniques ; ils peuvent œuvrer en paix, dans un monde où chacun se foute de ce qu'il n'est pas son bifeck quotidien — et encore ! On en a tellement vu d'autres qu'on n'a plus le courage de s'indigner pour une petite atteinte à la liberté ! Certains ont protesté, bien sûr, mais au nom des intérêts du cinéma français. Aucune voix ne s'est élevée pour défendre la liberté, la liberté tout court.

Nous avons patienté, nous attendions le réveil du lion, la riposte de ces pamphlétaires virulents, qui bouffent du ministre à leur petit déjeuner, démolissent leur grand homme quotidien, qui ne s'en laissent conter par personne. Nous avions oublié que nous vivions l'époque où le commerce est roi, où le mot dollar a une résonance plus profonde que tout autre mot, et ces terribles épistoliers, à la plume toujours enduite de curare, se sont conduits comme des B. O.F. hargneux, rouspétant contre la

concurrence du voisin. Ils lui ont dit son fait à M. Teigen : ils ne lui ont pas caché que désormais, par sa faute, les nigauderies de Costello et les cuisses de Maë West inonderaient le marché mondial aux dépens des puerries de Fernand et du tralala bien français de nos stars à nous.

A d'autres époques, la presse se faisait gloire de compter des hommes qui se battaient pour des idées.

Aujourd'hui, ces belles plumes font des additions. Plus de pamphlétaires, des boutiquiers.

Laissons ces épicuriens à leurs livres de comptes et concluons cet article. Que pouvons-nous faire devant ces tartufes qui couvrent la vérité de fleurs pour la mieux cacher ? devant ces croque-morts qui tressent des couronnes mortuaires à la liberté ? Pas grand-chose, si ce n'est assurer ceux qui, un peu partout, bouillent d'une rage impuissante, que, quoi qu'il arrive, il restera toujours des hommes pour qui la liberté est autre chose qu'un prétexte à discours, et que c'est elle, un jour, qui aura le dernier mot. Nous nous y emploierons.

R. CAVAN.

P.-S. — Cet article était déjà sous presse quand *France-Tireur* publia l'article de Jeanson « Toutes les censures sont nocives. Vive la liberté ».

Nous n'en attendions pas moins de lui. Mais, hélas, les Jeanson et les Chavances sont les exceptions qui confirment la règle et notre article n'en est pas moins vrai.

Jeanson propose une contre-offensive : aller censurer les discours des amis de M. Teigen, le dimanche à l'heure du sermon, dans les principales églises parisiennes. Si, par extraordinaire, il voulait mettre son projet à exécution, qu'il passe donc nous voir avant.

A propos du cas Joliot-Curie

UNE DECLARATION DE PRINCIPES DU « CARTEL INTERNATIONAL DE LA PAIX »

Au pays de Descartes en un temps où une guerre juste est inconcevable, il est absurde de se proclamer à la fois partisan de la paix et partisan éventuel de l'un des deux bords ! Cela dit, l'on ne saurait condamner des Français sur leur affirmation qu'ils seraient en cas de conflit du côté russe, alors que d'autres Français, au contraire, avec l'agrément du pouvoir, qu'ils seraient du côté américain. Les uns et les autres sont virtuellement victimes d'un même attentat à la vie de l'humanité ; s'ils semblent différer aujourd'hui par les motifs de leurs attitudes, les uns et les autres deviendront, dans la guerre, d'identiques instruments de massacre.

Les Occidentaux, il est vrai, invoquent pour se justifier les dangers du communisme stalinien. Mais on peut leur répondre que le communisme est une réponse à un état de misère intolérable, entretenu par le capitalisme. C'est à des changements rapides et profonds de la structure économique et sociale qu'ils réussissent à nous épargner et la guerre et l'oppression, qui ne vont point l'une sans l'autre. C'est n'est pas en persécutant les communistes et en s'appropriant à écraser militairement la Russie soviétique qu'ils créeront la paix et préserveront la liberté.

En effet, aucun objectif de bien commun ne peut être atteint par une voie d'iniquité. Telle est la loi, expérimentale et réaliste, de l'accord nécessaire entre la fin et les moyens, loi qui régit les révolutions elles-mêmes et conditionne leur efficacité. Appliquée à l'émancipation sociale et à la pacification internationale, elle exige que pour abattre une tyrannie l'on n'imité pas les procédés du tyran, et que pour obtenir la paix, l'on ne prépare pas la guerre.

Il est donc temps de se rendre compte que les deux puissances militaires qui s'affrontent au-dessus des peuples ne servent ni la liberté, ni le socialisme ; que le refus organisé des masses ouvrières de participer à des conflits armés qui ne les concernent pas est capable d'en empêcher le déclenchement ; ou d'en arrêter la poursuite.

Qu'une méditation active, gagnant tous les pays européens à partir de la France, pourrait être l'amorce de ce refus salvateur. Contre les abus d'une autorité de caricature qui, partout, n'exerce que des contraintes, n'épargne que les possédants et n'encourage que la violence, c'est au peuple mondial qui se cherche et commence à se rassembler à travers des frontières périmées, à accomplir, dans l'action directe et raisonnée, une révolution humaine. Cette révolution sera fédérale et mondiale, ou ne sera pas ; elle viera avant tout à instaurer une économie basée, non sur le profit de quelques-uns, mais sur les besoins essentiels de tous. Et comme il est bien entendu qu'elle se fera par amour de l'homme, elle devra se faire dans le maximum de non-violence compatible avec la justice à rétablir pour les opprimés et les pauvres.

Le Cartel international de la Paix.

9 mai 1950.

STALINIENS ET ANARCHISTES

(Suite de la 1^{re} page)

Pour le stalinien, l'ennemi à abattre reste l'anarchiste !

Lorsqu'ils sont militairement les plus forts, alors ils écrasent sans pitié le mouvement libertaire, comme les bolcheviks ont écrasé les marins de Cronstadt. Lorsqu'ils ne sont pas sûrs de leur force, alors ils assassinent, comme ils ont assassiné Durruti, qu'ils ont couvert leur victime de fleurs. Et lorsque les circonstances ne s'y prêtent pas, alors ils organisent la conspiration du silence.

Où, les communistes ne craignent que les anarchistes, parce que ceux-ci représentent ce qu'ils auraient dû rester s'ils avaient été fidèles à eux-mêmes.

Les anarchistes, eux, qui ne craignent pas les stalinistes, mais qui les connaissent de trop pour se faire des illusions sur eux, sauront tirer des exemples du passé pour rompre le silence organisé autour d'eux, protéger leurs militants et interdire toute régression sociale camouflée sous l'étiquette du socialisme.

Avec les Anarchistes

Dans le silence

TOUS AU MUR DES FÉDÉRÉS

Vous accompagnerez les délégations de la F. A.

le dimanche 4 juin, à 10 h. 30

Rassemblement place Voltaire

SAMEDI 3 JUIN

Vente massive à la criée

Rendez-vous métro Père-Lachaise

à 15 heures



Abonnez-vous

Nom :
Prénom :
Rue : N° :
Lieu :
Département :
déclare souscrire un abonnement au Libéraire pour une durée de

6 mois (1) 250 fr.
1 an (1) 500 fr.

et vous adresse ce jour un mandat à votre C.C.P. 5561.76 Paris, Robert Joulin.

(1) Barre la mention inutile.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

POUR LE CONGRES NATIONAL

"Le Lien"

Le Lien, n° 15, est paru.

Exceptionnellement, ce numéro parviendra directement aux secrétaires des groupes F. A. Les régions n'ayant pas le temps matériel de le diffuser. Ce numéro contient les renseignements concernant le congrès

1^{re} REGION

LILLE. — Pour le service de librairie, s'adresser à Laureys G., 80, rue Francisc-Ferré, à Fives-Lille (Nord).

2^e REGION

PARIS-XIV. — Réunion : les camarades du groupe sont invités au local habituel.

REDACTION-ADMINISTRATION

Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy Paris-10^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES

1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS

1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR. Pour changement d'adresse, joindre 25 francs et la dernière bande

TRES IMPORTANT

Les affiches du Meeting et de la Fête seront à la disposition des groupes à l'Assemblée générale du samedi 20.

MONTREUIL. — Réunion tous les mercredis, à 20 h. 45, Café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris. Métro : Robespierre.

5^e REGION

MACON. — Groupe Germinal. Nous informons tous les militants, sympathisants du Mouvement libertaire, que le groupe a repris son activité. Les camarades désirant participer à son action sont priés de s'adresser à Chauroux Marcel, à Pierreclos (Saône-et-Loire).

8^e REGION

LYON-CENTRE. — La permanence sera assurée le 27 mai, au siège, de 16 h. 30 à 19 heures. Adhésions, cotisations, bibliothèque.

NICE

SORTIE CHAMPETRE

Le groupe des jeunes syndicalistes libertaires de Nice, organise pour le lundi de Pentecôte 29 mai, une sortie champêtre aux Bouches du Loup, à proximité de la guinguette « Bateau Fleuri ». Pour les copains désirant s'y rendre en groupe et possédant un vélo, rendez-vous à 8 h., au monument Ferber (Carras). Causerie par V. Gilles. Invitation cordiale à tous les sympathisants et sympathisantes du département, sans distinction d'âge !

CULTURE ET RÉVOLUTION

Problèmes essentiels

LES SERVICES PUBLICS SANS L'ÉTAT (I)

COMMENT fonctionneront les services publics sans l'Etat? Evidemment, nous ne pourrions apporter que des idées générales, car le mieux serait que cette réponse fut faite par des spécialistes de chaque branche et de chaque activité. Mais, même dans la limite de nos connaissances, nous pouvons exposer les grandes lignes de ce fractionnement. Et, parce qu'il s'agit d'une des activités les plus importantes, nous reprendrons l'exemple des chemins de fer.

Constatons en premier lieu que l'Etat a créé, ou développé, en copiant les compagnies capitalistes et privées qui l'ont précédé, et en s'inspirant des exigences de la vie, une organisation qui fonctionne. Les chemins de fer sont dirigés par réseaux; chaque réseau a ses centres, selon les besoins des régions qu'il dessert; il a ses dépôts de machines, ses stations distributrices, ses gares de triage, ses ateliers, etc. Il a, en outre, un trafic de voyageurs et de marchandises, donc un matériel roulant plus ou moins important, réparti selon les nécessités du trafic, les régions et les périodes. Il a donc, aussi, le personnel correspondant.

Tout cela, qui est en place, et qui fonctionne, devrait y rester. Et la Fédération des Travailleurs du Rail, ou plus exactement, après la coordination nécessaire à laquelle il faudrait procéder au plus tôt, la section ferroviaire de la Fédération des Transports devrait, remplaçant le Ministère des Transports, prendre en main ce qu'il a, et en assurer le fonctionnement.

Vous ferez donc, nous dirait-on, ce que fait l'Etat? Où est la différence?

La différence immédiate est que nous éliminons l'Etat, que nous remplaçons la superstructure par la structure elle-même, que nous donnons à cette structure le rôle fonctionnel qui lui échoit naturellement. Elle est que nous substituons l'organisation directe à l'organisation superposée, la loi naturelle à la loi artificielle, l'auto-détermination à la détermination extérieure.

Observons du reste, et cela est de la plus haute importance, que les services « nationalisés » sont, le plus souvent, livrés à des régies, des administrations plus ou moins autonomes que l'Etat constitue, qui lui rendent des comptes, mais qui, en réalité, n'agissent pas d'après la direction technique, constante, effective et générale de l'Etat. Les députés, les sénateurs, les ministres, et bien souvent les secrétaires des ministres ne connaissent absolument rien de la façon dont sont organisés et fonctionnent les chemins de fer, les postes ou la régie des Tabacs. Ce sont les techniciens, les administrateurs, les comptables placés à la tête de ces institutions qui en assurent le fonctionnement, les améliorent, les développent ou proposent les modifications que la pratique conseille. De sorte que l'Etat, qui a conscience de son incompetence, crée lui-même l'organisation non étatique... ou presque. Mais il en reste le maître et par osmose, lui communique son esprit.

C'est avant tout une question de bon sens élémentaire. Mais c'est surtout un problème de liberté, d'efficacité, d'économie, de dignité et de responsabilité.

De liberté, car en nous libérant de l'Etat, nous nous libérons de cette lourde machine qui pèse sur la société et qui l'étouffe sous le poids de sa bureaucratie, de son inertie, et de ses forces d'oppression parasitaires qui le composent d'une façon prédominante. N'oublions jamais que les fonctions utiles qu'il remplit servent à masquer les fonctions nocives qui sont les plus nombreuses.

D'efficacité, car ce qui n'obéit pas à la norme inhérente à sa propre nature, ce qui est organisé et commandé de l'extérieur est faussé dans son essence et dans son fonctionnement. La juxtaposition d'un organisme et d'un superorganisme étranger à une activité ou une institution, implique un dualisme qui provoque la multiplicité des rouages administratifs et techniques, des fonctions et des fonctionnaires, des commandements et des intérêts. D'où fatale.

S. I. A.

SECTION DE PARIS

Le samedi 3 juin, au lieu habituel, se réunira l'Assemblée locale de S. I. A. Tous les compagnons sont priés d'y assister, vu l'intérêt des points à traiter.

LE SECRÉTAIRE.

ment gêne, paralysie partielle, moindre rendement et prix de revient plus élevé.

D'économie : car tant de bureaux et d'engrenages compliqués ne se limitent pas à freiner l'efficacité, ce qui se traduit en pertes comptables, mais en outre, ils coûtent extrêmement chers (1).

De dignité : il n'y a pas de dignité quand on ne fait qu'obéir, et là où la dignité disparaît, c'est toute l'attitude de l'homme devant la vie qui se modifie, non seulement au point de vue moral et en ce qui concerne l'individu pris isolément, mais dans sa conduite envers la société, dans le comportement pratique qu'il observe.

De responsabilité, enfin. Nous insistons et nous insisterons sans arrêt sur l'absolue nécessité, si l'on veut éviter la décadence et la déliquescence sociales, d'amalgamer la conscience de l'individu à la vie de l'humanité en premier lieu par le canal de son activité, et par la part de création volontaire qu'il apporte dans le labeur fait avec ses semblables et pour ses semblables.

Nous supposons que la section ferroviaire de la Fédération syndicale des Transports prendrait possession des bureaux, officines, centres techniques et de direction établis par l'Etat. Elle ne serait plus une section d'Etat : elle serait l'organisme directeur et administrateur des chemins de fer. De bas en haut et de haut en bas, elle n'aurait plus pour but de défendre les intérêts des travailleurs contre l'Etat, toujours parcimonieux pour les derniers échelons, toujours généreux pour les échelons supérieurs, mais d'assurer le meilleur fonctionnement, la meilleure utilisation, la meilleure administration et l'amélioration des services ferroviaires.

Dans les sections syndicales locales, il ne s'agirait plus de discuter

sur les augmentations des traitements, les reclassements, les titularisations, les hiérarchies et autres questions épineuses et insolubles inhérentes à l'organisation capitaliste et étatique, et à l'inégalité économique, mais d'étudier les meilleurs moyens de servir les voyageurs, de transporter, charger, décharger et entreposer les marchandises, d'apporter des améliorations locales ou intéressant le réseau entier, d'établir des contacts avec d'autres sections pour des tâches plus limitées, etc. L'horizon mental et l'activité créatrice des cheminots, organisés désormais pour des buts nouveaux, s'élargiraient. Et dans chaque gare, dans chaque centre technique et administratif, dans chaque groupe de dépôts, l'élection directe des responsables, le rendement du travail, l'organisation ou la réorganisation des services susciteraient les intelligences et mobiliseraient les volontés.

Il n'y aurait plus des fonctionnaires obéissant passivement, mais des travailleurs bien informés, nommant à tous les échelons, les techniciens chargés de la coordination des différentes activités, et, allant des moindres localités aux plus importantes, leur imprimant une direction d'ensemble.

Dans ce cas, ce ne seraient pas seulement les sections locales qui se transformeraient, mais encore les rouages de l'organisation syndicale. Le bureau fédéral serait composé de délégués de chaque réseau, chargés de coordonner tous les chemins de fer de France pour le trafic national et international. Pour cela, il faudrait des hommes ayant des connaissances techniques indiscutables, et non plus des fonctionnaires syndicaux cramponnés à leurs ronds-de-cuir.

Gaston LEVAL.

(A suivre.)

(1) Que l'Etat implique une bureaucratie envahissante et une administration ruineuse, le récent rapport de l'Enquête nationale sur le déficit formidable de la Société Nationale des Chemins de Fer Français le prouve. Voici, d'après ce rapport, quel a été l'évolution des effectifs employés de 1938 à 1947 :

| | Effectifs 1947 | Aug. ou diminution % par rapport à 1938 |
|----------------------------|----------------|---|
| Accompagnement des trains | 22.300 | dim. 28 % |
| Conduite des trains | 131.100 | dim. 9,8 % |
| Services de l'exploitation | 139.000 | dim. 8,9 % |
| Matériel et traction | 142.200 | aug. 2,7 % |
| Vols et bâtiments | 93.500 | dim. 1,8 % |
| Services administratifs | 48.800 | aug. 27,7 % |

L'augmentation porte donc à peu près exclusivement sur celle du personnel matériel et traction étant minime — sur la bureaucratie des services administratifs. A cela, il faudrait ajouter les fonctionnaires occupant les postes de faux techniciens, de faux contremaîtres, etc.

A LA DEVANTURE DU LIBRAIRE

Genèse de la pensée moderne, par Marcel Jean et Arpad Mezei (Corréa, Ed.).

Les temps que nous vivons voient la naissance d'une pensée nouvelle qui, à la fois, procède des mythes millénaires et les transcende, rénove le visage de la science et retrouve les anciennes disciplines des hermétistes et de la Cabale. Cette pensée moderne, double et contradictoire comme l'homme même et le monde de notre temps, Marcel Jean et Arpad Mezei en découvrent la genèse chez des poètes qu'ils nomment « Les Sept Sages de la Civilisation double » : Sade, Lautréamont, Rimbaud, Mallarmé, Jarry, Apollinaire, Rousset.

S'avancent parfois en pleine forêt vierge, abordant l'étude de messages qui jusqu'ici avaient à peu près défilé l'excès, comme les Poèmes de Lautréamont, ou les extraordinaires productions de Raymond Roussel, les auteurs ont pu situer ces œuvres exemplaires et celle des autres « Sages » dans le devenir de la pensée, en éclairer les significations internes et les rapports réciproques.

Leur livre n'est ni une conférence ni une confidence, mais une exploration, la relation d'un passionnant voyage de découvertes, un « Voyage au centre de la Poésie ».

Vient de paraître aux Editions Calmann-Lévy « Le Journal d'Anne Frank » dont quelques fragments sont passés dans « Combat ».

« James Joyce » par Harry Levin

Les Editions Robert Marin ont eu la très heureuse initiative de faire traduire par Claude Tarnaud, l'excellente étude de Harry Levin sur ce, qui restera un des plus grands

écrivains, peut-être le plus grand, de par l'importance de son œuvre et du rayonnement de celle-ci de la génération précédente.

« 50 Années de découvertes » (Editions du Seuil)

Le bilan de 50 années de découvertes, nous est présenté par Albert Béguin. Les textes sur la « littérature », par Claude-Edmonde Magny, la « Philosophie » par Jean Wahl, la « Musique et la Danse » par Charles-Albert Reichen, les « Arts et le Cinéma » par Frank Elgar, les « Sciences » par François Le Lionnais, les « Techniques » par Jacques Berger, sont recueillis par Anna et André Lejard. Cet ouvrage n'est pas un ennuyeux recueil d'articles de spécialistes écrits pour des spécialistes, mais plutôt une très vivante synthèse de ce que ces 50 années nous ont apporté de découvertes inutiles qui, s'introduisant chaque jour dans la vie quotidienne, changent le visage de celle-ci.

Etudes Anarchistes

LE NUMERO 6 EST PARU

Sommaire

1. Révision ? Editorial. 2. Leader et auto-organisation. Fontaine. 3. Syndicalisme vivant. Parane. 4. La technique de la distribution socialiste. Leval.

Abonnement : France, 5 numéros, 175 fr.; 10 numéros, 350 fr. Etranger, 5 numéros, 200 fr.; 10 numéros, 400 francs. Le numéro, 40 francs.

Versements : C.C.P. 7418.03 Paris. Vincely, 170, rue du Temple, Paris (3^e). L'adresse de Vincely n'est valable que pour les versements. Toute la correspondance doit être adressée à R. Joulin, 145, quai de Valmy, Paris.

Deux grandes figures révolutionnaires

Une agitatrice : LOUISE MICHEL

En 1833, à Troyes naissait Louise Michel qui devait donner sa vie au prolétariat, à la Révolution sociale.

Institutrice aux Batignolles, elle ne tarde pas à être séduite par les théories de l'Internationale.

Le siège de Paris avec la misère pour les travailleurs et les fêtes pour les noceurs la confirme dans son amour pour la justice, l'égalité économique et la paix.

Lors de la Commune, elle prouva par des actes son tempérament de révolutionnaire. Elle organisa le comité central de l'Union des Femmes. Ses exhortations enflammées, enthousiasmaient le club de la Révolution se tenant à l'église Saint-Bernard.

Elle écrivait au « Cri du Peuple » et combattait les armes à la main.

L'éducation et la lutte armée formaient son programme.

Elle fut blessée pendant la lutte du fort d'Issy.

Arrêtée par les Versaillais, pendant le bain de sang de la répression, elle est traduite le 16 décembre 1871 devant le 6^e conseil de guerre.

Au lieu de se défendre, elle attaque ses juges, les montrant comme des instruments dociles de l'oppression.

Elle fut condamnée à la déportation dans une enceinte fortifiée et dirigée sur la Nouvelle-Calédonie.

Amnistiée en 1880, elle retourne à Paris, fait des conférences libertaires.

De nouveau condamnée à 6 ans de réclusion en juin 1883 pour avoir appliqué avant la lettre l'économie distributive de pain, elle est graciée en 1886. Pendant ces emprisonnements, elle écrivit des romans et des drames où la révolte s'allie à un humanisme puissant. Elle mourut en 1905 et depuis, les descendants de ses tortionnaires et les démagogues se sont emparés de sa mémoire, elle qui appartient au prolétariat.

La Révolution de février 1848 lui ouvre les portes de la France. A Prague, à Berlin, à Dresde, en théorie et en homme d'action, il organise la classe ouvrière.

Dans l'Association Internationale des travailleurs, son influence est grande et Marx en prend ombrage. Le théoricien de la dictature du prolétariat ne pense pas que l'union d'associations libres que nous appelons aujourd'hui syndicats, fédérations, coopératives, communes, puisse régler le problème de la transition entre le pourrissement d'un système et la naissance d'une organisation où la propriété sociale des instruments de production ne doit pas empêcher le développement de la liberté.

Le 27 juillet 1869, Marx écrivait à Engels : « Ce Russe, cela est clair, veut devenir le dictateur du mouvement ouvrier européen. Qu'il prenne garde à lui. Sinon il sera officiellement excommunié. »

Et Engels de répondre :

« Si ce maudit Russe pense réellement à se placer, il est grand temps de le mettre hors d'état de nuire. » (1)

Bakounine est le révolutionnaire vivant parmi les ouvriers et les paysans qu'il connaît.

Marx est l'idéologue et le maître d'école qui connaît l'homme à travers 20 ans de British Museum.

Ces deux fortes personnalités s'opposaient par le tempérament, la nationalité, la formation.

Le Congrès de La Haye de 1872 consacra la rupture des deux géants d'une époque. Et Bakounine fonda la Fédération jurassienne, berceau de l'organisation libertaire.

Il mourut en 1876.

ZINPOULOS.

(1) E. Dolleaux. Histoire du mouvement ouvrier, p. 359, tome 1.

Un géant de l'action : MICHEL BAKOUNINE

Michel Bakounine naquit en 1814 à Tver (Russie).

Elève à l'école militaire de Saint-Petersbourg, il entre comme officier dans la garde impériale. Penseur, haïssant l'injustice, il ne tarde pas à voir toute la haute société russe sous son vrai jour.

En 1841, il étudia la philosophie à Berlin, interdite dans les universités rus-

ses parce que conduisant à la subversion de l'ordre des oppresseurs.

Il vient à Paris, se lie à l'émigration polonoise, puis à Zurich il prend une part active dans les organisations socialistes. En 1847, il essaie d'unir russes et polonais pour révolutionner la Russie. Louis-Philippe l'expulse sous la pression de l'Ambassade russe. Il se réfugie à Bruxelles.

LA BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

Parole de ministre

YVON DELBOS, ministre de l'Education Nationale, a maintes fois déclaré, depuis la publication des projets de la Commission des Economies, avoir ignoré la nature de ces projets. Il a invariablement ajouté qu'il n'était d'ailleurs pas d'accord avec lesdits projets et qu'il interviendrait en haut lieu.

M. Morice, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports (1), a fait des déclarations identiques, à la suite d'une brochure de son administration intitulée : « Le Sport en 1950 », où il était nettement établi que 25 % de la jeunesse française était physiquement déficiente faute de locaux scolaires et par suite de l'insuffisance de l'éducation sportive.

De nombreuses organisations prirent ces affirmations pour argent comptant et récemment, au cours d'une manifestation revendicative on alla jusqu'à dire : « Mais si nos ministres ne sont pas d'accord, qu'ils protestent auprès du gouvernement, nous les soutenons ! » Il n'y eut que les anarchistes pour émettre un doute, sachant qu'Edgar Faure, président de la Commission était du même avis. Or ce doute s'est vite transformé en certitude. Certitude justifiée par la consultation du décret nommant la Commission des Economies. En effet, si nous nous reportons à la page 1703 du « Journal Officiel » du 12 février 1950, nous lisons à la fin de l'article premier, après l'énumération des membres de la Commission : « Aux séances de cette commission assisteront entre autres, avec voix délibérative, le secrétaire général qui désignera un arrêté du ministre des Finances et des Affaires économiques ainsi qu'un représentant du ministre intéressé par les propositions inscrites à l'ordre du jour » (2).

Nos lecteurs jugeront si cette citation est aussi éloquent que les discours de nos ministres et saurons tirer les conclusions qui s'imposent. Pour notre part, nous ne sommes guère transportés de surprise devant ces faits, qui confirment bien au contraire notre opinion (3). Cependant la lutte doit s'engager contre ces projets qui ont pour but de compléter les accords occidentaux. Supprimer les centres d'apprentissage c'est grossir la masse des ouvriers non qualifiés, saboter le sport, c'est renforcer l'attrait de l'armée, de ses terrains. L'armée (4) sera la grande bénéficiaire de ces mesures et des brochures récemment éditées en font foi : « Jeune, veux-tu apprendre un métier ? Engage-toi dans l'armée française » ou encore « Le soldat athlète complet ! Tu peux le devenir. Engage-toi dans l'armée française ». C'est dans cet esprit que s'oriente la propagande étatique, de tous les pays d'ailleurs.

Camarade prolétaire, qui ne veut pas que ton fils aille grossir les cohortes au service du Capital et de l'Etat, agit !

C'est autour de toi, dans ta famille, chez tes amis, dans les ateliers, les usines, les écoles, les facultés, les bu-

reaux, les chantiers, qu'il faut préparer l'action collective et concertée qui battra en brèche ces manœuvres. La encore c'est de la lutte contre l'oppression qu'il s'agit.

Action implique UNION. Or divers « Comités de liaison » entre les organisations qui veulent agir contre la réduction des crédits de l'enseignement se sont constitués. Ainsi, à eu lieu samedi 20 mai, au Palais de la Mutualité, une assemblée d'ouvriers, d'étudiants et de sportifs. Ces jeunes ont écouté leurs délégués venus à la tribune. On leur a demandé d'approuver des motions, ils l'ont fait. Leur demanderait-on d'agir, ils iraient à l'action. Et c'est bien là, le point crucial. UNITE ? D'accord ! Mais sur des objectifs précis, sur une action valable. Nous sommes prêts à lutter pour nos idées, avec, sans ou contre n'importe qui. Camarades, c'est à vous tous qu'il appartient de préparer cette action.

CHARLES.

(1) Député radical-socialiste de la Loire inférieure et entrepreneur de travaux publics. Ami d'Edgard Faure, député radical, du Jura et président de la Commission des Economies.

(2) Soulevé par nous.

(3) Exemple de circulaires dudit Delbos, député radical-socialiste de la Dordogne, âgé de 65 ans et député depuis 1924.

(4) Le 16 janvier 1950 il a interdit aux instituteurs et professeurs d'inspirer aux élèves l'horreur de la guerre stonimique à l'aide de lectures, de dioramas, d'annonces de problèmes, de modèles de dessins, de démonstrations scientifiques, de cours d'instruction civique et de manifestations diverses.

Le 27 février, M. Delbos a été plus loin : il s'est élevé contre la liberté qu'il pensait de mener une action politique en dehors de son établissement scolaire.

« Dans les circonstances graves que nous traversons, moins que jamais il est permis au maître de compromettre sa dignité et son autorité par des actions contraires aux lois ou à l'ordre public. »

(4) De par avec l'Eglise, comme nous l'avons déjà laissé entendre. Certains faits sur le rôle du Vatican en l'occurrence ayant été confirmés, nous serons très prochainement à même de les porter à la connaissance de nos lecteurs.

RECTIFICATION

Le Mouvement de la Jeunesse Libre nous demande d'attirer l'attention de nos lecteurs sur l'erreur commise dans notre dernier numéro, où nous désignons cette organisation sous le nom de Mouvement de la Jeunesse Libérale.

Dont acte.

Cette semaine vous pouvez lire LA CONDITION INHUMAINE. Cinq ans dans les camps de concentration soviétiques de Jules MARGOLINE 630 fr. Franco 675 fr.

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent Port compris

CHANSONS - POESIES

R. Asso : Chansons sans musique, 150 fr. (180 fr.). — Traductions de A. Robin : Poèmes hongrois d'Ady, 50 fr. (65 fr.). Poèmes russes de Boris Pasternak : Le Romancier de la Liberté, 90 fr. (105 fr.). — A. Gorion : Cris de Révolte, 45 fr. (60 fr.). — Marcel Rioutard : Un jour viendra, 135 fr. (150 fr.). — Jacques Prévert et André Verdut : Histoires, 300 fr. (330 fr.). — Christian Gali : L'Air de loin, 200 fr. (240 fr.). — Léo Campion : A toutes fins utiles, 125 fr. (140 fr.). — Jehan Ricus : Les Soliloques du Pauvre, 345 fr. (400 fr.).

RELIGION ET CLERICALISME

Jean Jaurès : L'Eglise et la Laïcité, 40 fr. (50 fr.). — J. Coste : L'Eglise et elle collaboré ? 40 fr. (50 fr.). L'Eglise et Pétain, 120 fr. (150 fr.). La Cité sans Dieu, 75 fr. (105 fr.). — S. Faure : Les Douze Preuves de l'existence de Dieu, 15 fr. (25 fr.). La Fausse Rédemption, 15 fr. (25 fr.). L'Imposture religieuse, 230 fr. (260 fr.). Les Crimes de Dieu, 20 fr. (30 fr.). L'Eglise a menti, 50 fr. (80 fr.). La Naissance et la Mort des Dieux, 50 fr. (80 fr.). — V. Hugo : Le Christ au Vatican, 15 fr. (20 fr.). Il vend Jésus-Christ, 25 fr. (35 fr.). — Han Ryner : L'Eglise devant ses juges, 150 fr. (180 fr.). Les Laideurs de la Religion, 30 fr. (40 fr.). La Cruauté de

SERVICE DE LIBRAIRIE

L'Eglise, 30 fr. (40 fr.). — Mussolini : L'Homme et la Divinité, 30 fr. (45 fr.). — A. Louvet : Les Jésuites, 30 fr. (40 fr.). L'Eglise contre les Travailleurs, 30 fr. (45 fr.). L'Eglise et la Limitation des Naissances, 50 fr. (80 fr.). Les Secrets des Jésuites, 30 fr. (45 fr.). Lourdes, 30 fr. (40 fr.). Les Crimes de l'Inquisition, 30 fr. (45 fr.). L'Eglise et la Guerre, 100 fr. (130 fr.). L'Eglise et l'Amour, 100 fr. (130 fr.). La Bible Comique, 200 fr. (245 fr.). La Vie Comique de Jésus, 200 fr. (245 fr.). Histoire des Papes, 250 fr. (295 fr.). La Vérité sur la Salette, 25 fr. (35 fr.). Un Mois chez les Cures, 200 fr. (230 fr.). Pour ou Contre la Franc-Maçonnerie, 50 fr. (65 fr.). La Libre Pensée au Micro, 60 fr.

(90 fr.). La Vérité sur la « Vierge de Boulogne », 12 fr. (17 fr.). — Abecassis : La Honte des Sœurs, 150 fr. (180 fr.). — V. Verneuil : Histoire sincère des Religions, 150 fr. (180 fr.). — L. Fraterre : Les Progrès du Clericalisme, 20 fr. (30 fr.). Sottises et Erreurs du Catéchisme, 40 fr. (55 fr.). — Deux Zeltes : La Tyrannie Clericale, 20 fr. (30 fr.). — E. Herriot : La Vie de Michel Servet, 30 fr. (40 fr.). — G. W. Foote : Histoire des Vierges Mères, 50 fr. (65 fr.). — P. Langevin : La libre pensée et la Science, 15 fr. (25 fr.). — Moutier-Rousset : Le Christ a-t-il existé, 75 fr. (105 fr.). — A. Fica : La question juive, 20 fr. (30 fr.). — Lesigne : L'Irréligion de la Science, 165 fr. (196 fr.). — Abbé Rasi-

buis : Les Aventures d'un Auvergnat et d'un Parisien à Lourdes, 200 fr. (230 fr.). — D. Diderot : La Religieuse, 150 fr. (195 fr.). — P. J. Proudhon : Le Christianisme et l'Eglise, 30 fr. (45 fr.). Dieu c'est le Mal, 30 fr. (40 fr.). — Voltaire : Ecrasons l'infâme, 125 fr. (155 fr.). — XX : Les Livres secrets des Confesseurs, 400 fr. (445 fr.). — M. Boll : Pourquoi y a-t-il encore des croyants, 15 fr. (25 fr.). — Deur Spehl : La Création, 60 fr. (90 fr.). Lourdes et la suggestion, 60 fr. (90 fr.). — Abbé Turrel : La Bible expliquée, 125 fr. (155 fr.). Le Suiare de Turin, 60 fr. (90 fr.). Les Religions, 125 fr. (155 fr.). — J. Marestan : L'Impudicité religieuse, 100 fr. (130 fr.). — Abbé J. Claraz : La faillite des Religions, 150 fr. (180 fr.). Le mariage des prêtres, 160 fr. (190 fr.). — Cettimoy : Religion et Sexualisme, 125 fr. (155 fr.). — Chamilly : Lettres d'Amour d'une Religieuse, 100 fr. (130 fr.). — J. Bossu :

histoire des Borgia, 100 fr. (130 fr.). L'Eglise et la Sorcellerie, 45 fr. (75 fr.). Le Christ légendaire n'a jamais existé, 10 fr. (20 fr.). Petite histoire de la Libre Pensée en 1848, 25 fr. (35 fr.). — Fredonnet : La malaisance du clérat chez les prêtres, 15 fr. (25 fr.). — Louis Hobey : Morale de l'Eglise ou Morale laïque, 15 fr. (25 fr.). — Louis Hériot : L'Etat ne doit pas subventionner l'école du mensonge, 40 fr. (55 fr.). — Lucien Le-loyer : Le Vrai Jésus, 60 fr. (75 fr.).

LE TRAVAIL AUX PIÈCES

QUE le patronat emploie constamment le terme de rendement lorsqu'il s'agit de déterminer les normes des salaires, que les stalinien n'aient eu en leur temps ce mot à la bouche, illustre parfaitement le mépris profond dans lequel ces représentants de l'oppression tiennent l'homme. Ils assimilent le travailleur à une machine, à un animal, ne le considèrent qu'à la lumière de ses facultés de production, négligent toutes considérations d'âge, de capacité involontairement déficiente, le transposent en chiffres au même titre qu'un objet.

Ceux qui acceptent, et ils sont nombreux, hélas ! ce mode de rémunération qui n'est pas autre chose que le travail aux pièces, condamné depuis toujours par les révolutionnaires et même par des syndicalistes modérés, font abandon de toute dignité.

En dehors des considérations purement économiques on ne doit jamais oublier le facteur psychologique qui influence largement les développements sociaux. Celui qui la nature a doué de dextérité, de muscles, d'endurance, est acheté plus cher que son camarade moins favorisé. Entre les deux, peu à peu se creuse le fossé de l'inégalité économique qu'approfondit l'attrait d'un salaire toujours plus élevé pour le premier et chez le second, la rancœur issue d'une sensation d'abandon.

Cette compétition mécanique est une insulte à l'homme. Et les résultats qu'elle provoque, la division, l'ambition mesquine, la trahison de certains qui aspirent aux postes de contremaître afin de devenir le surveillant du patron, et plus tard peut-être, patrons eux-mêmes, caractérisent bien tout le mensonge du tristement célèbre : « A chacun, selon ses œuvres. »

On fait ainsi appel à ce qu'il y a de plus mauvais dans l'homme, à l'incivisme, à l'égoïsme, c'est la négation implicite de la fraternité, du sens de l'entraide, c'est le morcellement voulu de la société en forts et en faibles, en rusés et en naïfs les uns écrasant et exploitant les autres sous couvert de prospérité, de conscience, de travail bien fait, de loyauté commerciale, plus haut, de « génie » de la finance.

Vaste escroquerie, épousant tous les aspects de la société, depuis le travail du maçon et de son manoeuvre, jusqu'à celui de l'ingénieur exploité par l'actionnaire, elle déforme totalement la physiologie humaine et nous dresse les uns contre les autres. Le travail aux pièces n'est donc au fond que la tendance exacerbée à pousser jusque dans les couches populaires instinctivement unies parce que économiquement à peu près égales, le ferment de la division grâce à une différenciation de rémunération basée sur les qualités particulières de l'individu. On veut scinder la classe ouvrière en fractions vouées ainsi à des luttes intestines. Les P. 1, P. 2, P. 3, le O. S. sont autant d'abominables créations ne tenant compte que de la somme de bénéfices produit par le travail de chacune de ces catégories. Toute autre considération est féroce écartée et lorsque l'ouvrier hautement qualifié sent venir la vieillesse, inéluctablement il redescend l'échelle hiérarchique parfois jusqu'en bas, jusqu'à la besace du clochard.

C'est pourquoi la première revendication qui devrait inspirer tout syndicaliste digne de ce nom est le refus catégorique de tout travail au rendement ou aux pièces.

Sans la suppression de cette avilissante méthode, profitable uniquement, ici au patronat, en U.R.S.S. aux castes bureaucratiques, aucun élan révolutionnaire sain ne pourra voir le jour.

JEAN CLARI.

Revue de la Presse syndicale

Les syndicats et la Paix

Au C.C.N. de la C.G.T.-F.O. le réformisme a triomphé. Parmi les grands bla-bla des résolutions publiées dans Force Ouvrière (18-5-50), nous retenirons ces passages :

« Le C.C.N. rappelle la position qu'il a prise à une réunion précédente en faveur de la cessation des hostilités en Indochine. Il maintient cette position et mandate la Commission Exécutive pour suivre l'action coordonnée de tous les syndicalistes libres en faveur de la paix. »

Le C.C.N. entend ainsi manifester qu'il éloigne des slogans politiques qui ne sont que l'exploitation démagogique des instincts de vengeance ou de peur, le syndicalisme libre se propose hardiment, résolument, de construire la paix. Animé pour cela par son idéal de fraternité humaine, de solidarité et de progrès social, instruit par les épreuves de la guerre et de la servitude que les peuples ont subies et que certains subissent encore, conduits par leur volonté d'agir avec efficacité, le syndicalisme libre travaille à l'émancipation des travailleurs du monde, conditions essentielles de la paix. »

C'est ainsi qu'il faut poser le problème et non pas à la manière des stalinien. C'est n'est que par l'émancipation de travailleurs, dont la finalité est l'abolition du capitalisme que l'on peut prétendre sauvegarder la paix. Mais toute fois l'action émancipatrice ne doit pas se limiter au verbiage des résolutions. Peut-on espérer conjurer la guerre d'Indochine en disant simplement que l'on est contre ? Certes non ! Là encore, comme pour l'émancipation du prolétariat, c'est de luttés révolutionnaires qu'il s'agit et non pas d'un réformisme accommodant.

Pour la C.G.T. stalinienne le remède à la condition misérable des travailleurs est simple : signez et faites signer l'appel de Stockholm. L'activité de la centrale est axée sur les pétitions que doivent signer « des millions d'honnêtes gens ». Olga Tournade, dans Le Peuple (n° 302 du 10 au 17-5-50) répond à « quelques arguments des agents des fauteurs de guerre ». Les fauteurs de guerre disent : la bombe atomique existe des deux côtés, ils n'oseront pas s'en servir. Rappelons-nous le passé, on possédait au cours des dernières guerres des armes terribles des deux côtés, et des deux côtés on s'en est servi... »

Ainsi Tournade reconnaît implicitement que l'U.R.S.S. se servirait des bombes atomiques qu'elle fabrique. Après les démentis vigoureux de la presse dirigée, selon laquelle le pays du socialisme ne fabriquerait pas de bombes, mais employait l'énergie atomique à la fertilisation de la Sibirie (1), cette mise au point vient à son heure.

« On n'a pas hésité à bombarder les populations civiles comme à Londres et à Hambourg. » A cette époque, les stalinien se réjouissaient de ces bombardements. D'abord, parce que Staline et Hitler étaient alliés, donc Londres se trouvait dans le camp ennemi, et ensuite parce que les deux camps avaient résilié le contrat qui les unissait, et les ex-ennemis s'associaient pour bombarder Hambourg, passé dans le camp adverse.

Et Olga poursuit : « Mais dirait-on, et les gaz, et les armes bactériologiques ? Justement, il est important de rappeler que les gaz ont été interdits par la Convention de La Haye en 1924 et les armes bactériologiques à Washington en 1935. »

Et malgré ces interdictions, il y eut la guerre d'Espagne, la guerre Chino-Japonaise et enfin la deuxième guerre mondiale. Ce qui prouve que l'interdiction des armes plus meurtrières que les autres, n'empêchent pas les tueries. Aussi, ces pétitions contre l'arme atomique connaîtront, comme leurs devancières, la triste fin qui leur est destinée : la corbeille à papier.

Une pétition visant le refus à toute guerre, aurait à la rigueur, plus de répercussion. Mais ses effets seraient insuffisants pour faire reculer les impérialismes.

PICARD.

(1) A quel servirait Karaganda, le camp de travail « correctif ».

Quest, 2.500; Gino, 200; Gégène, 200; Kropf, 250; Ceschia, 560; Manuel, 50; Maggi, 150; Gil, 140; Antier, 200; Carpentier, 100; Jousseau, 100; Felbert, 350; X..., 100; Facy, A., 100; Fabert, 500; De Coninck, 1.000; Dumont, 200; Vendeur 9°, 90; Saulnier, 505; Garin, 50; Etienne, 300; Pas conent et sa compagne, 100; Savoy, 100; Crier, 250; Blanchard, 50; Boulogne, liste 18: 360; X..., 30; XX..., 15; Marcel X., 200; Macario, 2 dollars; Martinez, 100; X..., 10; Stas, 200; Manuel, 80; Brirot, 100; Transco-serps : 100.

Un Institutur Etat, du Finistère, 500; Charbonneau, 200; Lastargues, 300; Lochu, 300; Erminelli, 300; Pierre et Louis, de Lille, 500; Groupe Roubaix, 100; Gardebois, 100; Movo, 100; Quelques copains de Montpeller, 400; Panetti et Moranzoni, 700; Anonyme, 500; Magny, 100; Aubert, 500; Cadieu, 200; Palix Pierre, 300; Passot, 200; Rangier, 100; Pensée Libre, 25; Le Lay, 100; Doukhan, 500; Derrier, 350; Nouchi, 500; Brirot, 200; Matra, 300; Klaub, 100; Thibault, 200; Monique, 100; Bernard, 50; Ramon, Montpeller, 250; Parent, 100; Saunier, 1.000; Roger, 100; Rof, 100; Vendeur St-Lazare-Martys, 130; Chapalain, 50; Da Roit, 200; Facon, 90; Etienne, 170; Macario, 200; Anonyme, 45; Vanière, 500; Sirard, 500; XX..., 40; Farin, 60; Lejean, 500; Dalt, 200; Lejean, 500; X., 50; Millo, 600; Alexis, 100; Houille, 750; Brirot, 100; Fête Intergroupe

M. L. E.-C. N. T.

BALLADE CHAMPETRE

La Fédération locale de la C.N.T. Espagnole en exil de Polisy vous invite à la grande ballade champêtre qui tiendra lieu, le 29 mai, dans la forêt de Saint-Germain-en-Laye. Des camarades espagnols vous attendront en gare de Saint-Germain. En vous saluant d'avance, recevez nos salutations libertaires.

Pour la F.L. de Polisy.

Salle Susset, 206, quai de Valmy

UN GRAND GALA

suivi d'un bal de nuit

SAMEDI 27 MAI, à 20 h. 30

animé par l'orchestre Pedro Morello

AU PROGRAMME :

Nino de Brenes et Nita Martinez
Léo Campion — Jacques Cathy
Paulette Chardin — Régina Ferry
Gabriello — Jane Gardon — Jacques Grello
René-Paul Groffe — Henry Murray
Rachel Lantier — Cora Vaucaire
Nathalie Nattier

Spectacle présenté par
Paul BONNAMY

Au piano
Andrée LYS

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

A la S.N.C.F. : Salaires et déficit

DU CAS PELLENC

au jeu du Comité d'entente interfédéral

TANT qu'il y aura des chemins de fer, on agitera leur déficit et les revendications de leur personnel. On est perdu dans la sarabande des milliards, et personne ne sait où on en est. Selon la tête de pipe qui calcule, le déficit de la S.N.C.F. se monte à 90, 100 ou 120 milliards. On n'en est plus à dix près. Et — rions un peu — Pellenc, sénateur du Vaucluse, dont le fils, docteur, fut pris en flagrant délit de fraude envers la S.N.C.F., propose six milliards de compressions sur les crédits d'investissements. Ce moraliste à tous crins proteste hautement contre les facilités de circulation accordées aux cheminots, indiquant qu'elles infligent de 20 0/0 sur le budget de la S.N.C.F.

Naturellement, il oublie de dire qu'en tant que sénateur, Pellenc voyage gratuitement en première classe, que sa femme et ses enfants ont droit, à ce titre, à des réductions de 50 %, qu'il a droit aux couchettes de 1^{re} classe moyennant demi-tarif. Nous avons déjà dénoncé ce scandale. Ce Pellenc est un personnage particulièrement fatot, que le ridicule ne peut tuer, parce qu'il dépense en odieux tout ce qui peut s'imaginer.

Mais M. Tissier, président du Conseil d'administration de la S.N.C.F., déclare que les facilités de circulation des cheminots n'ont qu'une incidence de 15 % sur le budget de la S.N.C.F.

Si nous avons dénoncé les abus de certains cheminots dans les périodes de pointes, il n'en reste pas moins que c'est M. Tissier qui a raison, et non le Pellenc. On notera que notre bonhomme de sénateur n'a pas cru bon de s'en prendre aux militaires de car-

rière, qui voyagent au quart de tarif, avec une paie cependant confortable. Les loups ne se mangent pas entre eux.

M. Tissier a dit d'autre part que le trafic S.N.C.F. était encore 45 % plus fort qu'en 1938. Ce qui n'empêche que les employés des échelles 1 à 5 ont des salaires de famine. En province, certains touchent 10.000 fr. par mois.

Bien que les tarifs S.N.C.F. paraissent élevés, ils ne sont, pour les voyageurs, qu'un coefficient 14 par rapport à 1939. Ce qui n'empêche pas la S.N.C.F. de passer des marchés de matériel à des sociétés dont les prix sont aux coefficients 22 ou 27. Si l'on ajoute la concurrence routière sur les grands parcours, qui constitue un modèle de gabegie gouvernementale et de déloyauté commerciale totale, un cahier des charges absolument archaïque, on admettra qu'il faut bien être député ou sénateur pour réclamer l'équilibre du budget S.N.C.F. sans subvention.

Aussi bien, nous devons tirer notre chapeau à M. Tissier qui, le jour de l'assaut Pellenc, fit distribuer à tous les sénateurs un mémoire donnant les moyens de remédier au déficit actuel. Voilà quelque chose qui sortait de l'ordinaire et offrait quelque danger pour un président du Conseil d'administration de la S.N.C.F. Il paraît que nos braves-à-quoi-pois de la seconde Chambre ont jugé sévèrement ce geste. Nous, on applaudit.

Mais voilà qu'à l'occasion de tout ce branle-bas, les syndicats s'agitent et réclament 3.000 fr. d'augmentation. On entend ça depuis un an bientôt ! Le cartel interfédéral composé de F.O., C.F.T.C., cadres autonomes, demande la hiérarchisation de ces 3.000 fr. Et, tenez-vous bien, Bidault serait d'accord. Son ministre des Finances refuse, déclarant ne disposer que de deux milliards. Or, il en faudrait cinq, paraît-il.

En bien, tout ce joli monde se fout de nous résoudre. Voyez l'allaïre : il y a quelques mois, la C.G.T. a demandé 3.000 fr. d'augmentation hiérarchisée. On l'a éconduite à grands coups de bottes, et F.O. a dénoncé cette hiérarchisation qui aurait apporté 22.000 fr. d'augmentation à ceux qui n'ont besoin de rien.

Aujourd'hui, F.O. demande exactement la même chose que la C.G.T. voici peut-être de temps, et le gouvernement se déclare prêt à accepter. Ainsi, pour éliminer la C.G.T., on a laissé les petits cheminots crever de faim quelques mois de plus. F.O., qui avait laissé croire qu'elle abandonnait la hiérarchie, montre son vrai visage. C'est mieux ainsi. Mais il y a, chez les dirigeants des cheminots F.O. quelques coups de pieds au derrière qui se perdent. On aurait tort, au surplus, de croire que nous sommes surpris. Nos attentions sans impatience ce changement de veste : il faut bien prendre les adhérents où il leur faut.

D'autre part, on nous dit gravement que ces 3.000 fr. hiérarchisés demanderaient cinq milliards. Autant avouer qu'on prend Pellenc pour ce qu'il est et les cheminots pour des navets. L'effectif total se monte actuellement à 454.555 agents. A 3.000 fr. non hiérarchisés, cela ferait un milliard 300 millions en chiffres ronds. Soit plus de 15 milliards pour l'année 1950, et non 5. Mais comme il s'agit de hiérarchiser, c'est environ le double qu'il faudra. Il y a donc un attrape-nigaud quelconque dans ce coup des 5 milliards. Ou bien l'augmentation ne sera que de 750 fr. à la base, et alors il ne s'agit que d'aviser officiellement ce qu'on nous donne depuis janvier ; ou bien on n'est pas pressé de nous donner l'os à ronger, et nous n'aurons alors les 3.000 fr. qu'en octobre. En attendant, on fera durer le plaisir, pour éviter des grèves en été.

L'affaire se dessine d'ailleurs assez bien, puisqu'on nous annonçait le 22 mai que le cartel interfédéral rompt les contacts avec le Conseil d'administration de la S.N.C.F., pour protester contre les propositions « inadmissibles » qui lui étaient faites. Ce cartel ajoutait qu'il se réservait de porter le conflit devant l'opinion publique et appelait les cheminots à la vigilance. C'est la première d'une série qui sera longue de ruptures et de recollages, où les lampistes auront, comme d'habitude, le rôle de poires. Pendant qu'on amusera la galerie, les mois passeront. Et quand on parlera de faire grève, nous serons en octobre, c'est-à-

dire à un moment où le mouvement ne gênera personne.

*

Que le cartel interfédéral se le tienne pour dit : nous ne lèrons pas la grève pour une augmentation hiérarchisée. Nous ne nous battons pas pour les cadres, nous n'arracherons pas 20.000 fr. d'augmentation mensuelle pour ceux qui n'ont que dédain pour le personnel d'exécution, qui le punissent à longueur de journée et le font jeter sur le pavé pour des fautes qui ne sont punies qu'à sens unique.

Les cheminots des échelles une à six, qui groupent 260.000 agents, c'est-à-dire plus de la moitié des effectifs de la S.N.C.F., en ont marre d'être les dindeons de la farce. Ils veulent que les salaires soient augmentés jusqu'aux échelles 8 ou 10, pas plus.

Que le salaire de début soit porté à 25.000 fr. par mois au moins, et que ceux qui ont actuellement plus de 35.000 fr. ne soient pas augmentés. Cela signifie un écrasement massif de la hiérarchie.

C'est cela qu'ils veulent, les cheminots qui ont compris. Le cartel interfédéral peut décréter ce qu'il voudra, il ne sera pas plus suivi que la C.G.T., s'il se fait, comme elle, l'instrument de la hiérarchie.

Si le cartel interfédéral ne sait pas ce que c'est que d'avoir une équipe de révolutionnaires en face de soi, il va l'apprendre. Et puisqu'il s'agit d'alerter les cheminots nous recommandons à ceux du cartel d'unification syndicaliste des cheminots, à ceux des groupes anarchistes S.N.C.F., de se tenir prêts à une action d'envergure. Nos premiers pas vont être contre la hiérarchisation des augmentations.

Nous avons attendu l'occasion. Il suffisait d'être patient. A nous de jouer : Augmentations uniformes, 48 heures, compression de la hiérarchie. Et pas de grève qui soit un abattoir. En conséquence, la seule forme de lutte à adopter c'est la grève gestionnaire.

Avant de faire les gros yeux, le cartel interfédéral ferait bien de réfléchir. Nous l'y aiderons.

Fernand ROBERT.

Une brochure

sur la gestion ouvrière à la S.N.C.F.

Par Fernand ROBERT

La S.N.C.F. doit-elle disparaître ?

Notre camarade Fernand Robert, dont nos lecteurs ont pu apprécier la verve dans la page syndicale de notre journal, vient de faire paraître une brochure sur la S.N.C.F., ses difficultés, les solutions que le bon sens finirait par imposer à ce grand service public.

Mais le problème que pose Fernand Robert dépasse largement le cadre de sa corporation. En examinant le problème de la gestion ouvrière, en préconisant la grève gestionnaire dans son service, en nous en expliquant le mécanisme il a ouvert une voie dans laquelle les meilleurs éléments du syndicalisme moderne ne tarderont pas à s'engager.

D'ailleurs Robert ne se contente pas de prendre son patron l'Etat au collet, de disséquer les possibilités du personnel, il s'attaque également aux différentes catégories d'usagers : militaires, familles nombreuses, etc. et cela dans le langage incisif qu'on lui connaît bien.

C'est dire si la brochure de Fernand Robert « n'est pas comme les autres » en ce sens qu'elle se lit avec agrément.

C'est le type même de l'ouvrage, qui mieux que les savantes et pesantes considérations de notre littérature habituelle, peut pénétrer parmi les travailleurs.

Achetez la brochure de F. Robert, vous ne le regretterez pas ! Diffusez-la autour de vous, faites la lire à vos camarades de travail ! La simplicité de son écriture comme la verve qui l'émalle tout au long, la met à la portée de tous et sont la meilleure garantie de son efficacité.

Enfin, diront les travailleurs qui distraient en feuilleteront les premières pages, voici quelque chose qui n'est pas emmerdant à lire.

Ce qui, convenons-en, n'est pas si commun.

Maurice JOYEUX.

Passer les commandes à R. Joulin, 145, quai de Valmy, 11°. Prix de la brochure : 35 francs.

Schuman et Bradley

(Suite de la première page)

Pourtant, on se demande ce que deviennent dans tout cela les ministres des Finances des pays intéressés ? Car enfin, ou ces pays prendront leurs projets au sérieux et iront droit à la faillite, ou ils comptent que les U.S.A., soucieux de conserver leur bastion européen, s'inclineront et se chargeront de tous les frais de l'opération. Et l'on ne peut, à ce propos, s'empêcher de signaler l'entrée de l'Amérique et du Canada à l'O.E.C.E.

On sait que cet organisme de caractère purement continental a pour but de répartir au mieux les crédits du plan Marshall et que sa libération était viciée de Washington, relativement grande.

L'Onclé Sam a donc été « invité » à mettre son nez dans les comptes européens. Qu'est-ce à dire ? Et ne peut-on supposer entre cette nouveauté et le projet acier-charbon de Schuman une certaine corrélation ?

M. Truman vient d'affirmer sa pleine et entière adhésion à ce projet. Or il est assez invraisemblable d'imaginer les U.S.A. devenus subitement la proie de l'égalité inspirée par l'anthropologie. Il est également invraisemblable de penser que la France et l'Allemagne soient d'accord pour organiser une gigantesque usine d'armements sans l'existence d'une armée destinée à la protéger, conformément au désir que vient d'exprimer le général Bradley. « ... afin qu'aucune attaque lancée contre les Etats-Unis ne puisse paralyser cet arsenal du monde occidental et nous mettre à la merci des légions communistes. »

Ainsi, par recoupements, on arriverait aux conclusions suivantes :

L'O.E.C.E. passerait insensiblement sous la coupe de Washington afin que les crédits soient distribués au mieux des intérêts stratégiques. L'intégration européenne se réaliserait « manu militari ». Le Plan Marshall serait complètement absorbé par le F.A.M. l'armement de l'Europe assuré grâce au combinat Ruhr-Lorraine, dont une large partie de la production en acier prendrait le chemin des U.S.A., compensant ainsi les charges militaires européennes assurées presque intégralement par Washington.

Le chantage

Voilà à notre avis la seule signification qu'il faut dégager de la création du nouvel organisme permanent de Londres dont le rôle officiel est « ... de faire passer le plan dans la réalité. »

Car la réalité est que l'Europe ne peut pas et ne pourra jamais opposer seule une force capable d'arrêter 200 divisions russes. Les diplomates le savent bien, les généraux aussi et M. Dean Acheson encore mieux. Il faut alors que les U.S.A. poussent des prolongements industriels financiers et naturellement politiques jusqu'au cœur de l'Europe, qu'ils en im-

plantent les racines, qu'ils transforment cette Europe en forteresse, ou qu'ils s'en aillent.

Dépendant, on a, par ailleurs, l'impression que la France et l'Angleterre, malgré toutes leurs rodomontades, hésitent, ils tiennent toujours ferme et c'est un signe, dans leur opposition à tout réarmement de l'Allemagne, Mais, de leur côté, les Américains préparent une autre manœuvre : le Plan Marshall vient à expiration l'année prochaine et nul n'ignore que l'Europe sera encore bien loin de pouvoir subvenir elle-même à ses besoins, son déficit en dollars en fait foi et l'impossibilité d'exporter massivement aux U.S.A. à cause des tarifs douaniers, peut-être volontairement maintenus à des hauteurs prohibitives, la placera dans l'obligation de s'incliner ou de précipiter la faillite de sa vacillante économie.

Menaces

Les dirigeants américains envisagent une nouvelle augmentation des crédits militaires. Le président Truman affirme que l'U.R.S.S. ne comprend que le langage de la force. M. Johnson, ministre de la Défense, déclare qu'il faut instituer la préparation militaire obligatoire. Voilà les dernières nouvelles qui nous parviennent des U.S.A., nouvelles de la simultanéité avec les conversations de Londres et la publication récemment accordée aux armes, secrètes ou non, plongent le projet Schuman dans une atmosphère de contradiction totale avec les assurances de paix que nous prodiguent notre ministre des Affaires étrangères. Lorsque celui-ci nous dit que la séculaire opposition France-Allemagne ne sera plus qu'un mauvais souvenir dès que le « combinat » passera dans la réalité, et que ces deux nations seront unies, sinon alliées, on est bien forcé de constater que ce mariage reçoit la bénédiction des U.S.A. Et cela doit suffire, jusqu'à plus ample informé, à éclairer notre lanterne.

ERIC-ALBERT.

Après avoir lu

ce journal

FAITES-LE CIRCULER !

Merci

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant, Paris-9